



**Bulletin de la DOCUMENTATION  
ÉCOLOGIQUE VOIRONNAISE pour  
 L'HISTOIRE DE L'ENVIRONNEMENT  
 ET L'ÉCOLOGIE DANS LE MONDE**

Rentrée : Donner le ton, sonner la mobilisation générale, mettre les Français au travail, ce sera pour une autre fois. Car, à nouveau, le gouvernement est en mode suivi plus qu'anticipation. Les conséquences économiques, sociétales en seraient considérables si, depuis longtemps, les Français ne s'étaient pris en main comme ils l'ont fait en fabriquant des masques artisanaux au moment où l'Etat ne croyait pas dans la vertu préventive du masque. Une occasion manquée, une de plus. Reste que la société française doit réussir la rentrée, l'économie doit repartir, les enfants retourner à l'école car c'est le sort social de millions de Français qui, sans exagérer, va se jouer dans les deux-trois mois qui viennent. Courage !!!!!

Editorial :

Sommaire :

- page 2 - Abeilles (suite)
- page 3 - Effet de serre (suite)
- page 4 - Nicolas Hulot (suite)
- page 5 – Centrale nucléaire de Fessenheim (suite)
- page 6 – Une lutte actuelle dans les Alpes du Nord

Documentation Ecologique  
 Voironnaise  
 32-34 rue Vaucanson Rez-de-  
 chaussée  
 38500 VOIRON

Les visites se font sur rendez-vous au  
 06 25 25 52 29 (sans répondeur)  
 utiliser de préférence le mail  
[gaby.rajon@gmail.com](mailto:gaby.rajon@gmail.com)

**LA RENTRÉE DES PROFS**



**ABEILLES** 4 - Apparition de l'insecticide Cruiser (suite)



24 mai 2013..... La Commission européenne confirme sa décision de restreindre pendant deux ans, à compter du 1<sup>er</sup> décembre, l'utilisation de trois pesticides mortels pour les abeilles. Ces restrictions s'appliquent à des produits commercialisés par Bayer et Syngenta, qui avaient exercé de fortes pressions pour éviter l'interdiction. Les Etats-membres ont jusqu'au 30 septembre 2013 pour se conformer à cette décision.

30 mai 2013..... De nombreuses associations écologistes, comme Générations Futures, la LPO ou Pollinis pensent que la pseudo-interdiction des néonicotinoïdes annoncée par la Commission européenne est en fait un leurre échaudé par les firmes agrochimiques pour faire accepter définitivement leurs pesticides tueurs d'abeilles. Leur objectif est de contrer la volonté des

citoyens européens et empêcher l'interdiction réelle des pesticides tueurs d'abeilles. Officiellement, les trois pesticides seront interdits pour une durée-test de deux ans à l'issue de laquelle les autorités sanitaires contrôleront si l'interdiction a mis un terme au massacre des abeilles, et s'il faut ou non interdire définitivement les néonicotinoïdes. Or, cette soi-disant interdiction n'aura aucun effet sur la santé des abeilles. En effet, les trois pesticides tueurs d'abeilles seront interdits seulement quelques mois par an et largement utilisés tout le reste de l'année sur près de 85% des céréales, et sur une grande partie des cultures de fruits, légumes et herbes aromatiques, empoisonnant largement les sols et l'eau absorbée par les cultures non traitées. De nombreuses études ont montré que ces substances toxiques peuvent rester présentes dans le sol jusqu'à trois ans après le traitement et que les cultures non traitées replantées sur le même terrain révèlent des traces de néocotinoïdes jusque dans leur pollen que viennent ensuite butiner les abeilles. À la fin de la période test de deux ans, les multinationales pourront prouver que les abeilles continuent d'être décimées malgré la soi-disant interdiction de leurs produits et qu'ils n'y sont pour rien. Ils auront réussi à blanchir leurs pesticides et à maintenir leurs profits et pour longtemps.

5 juin 2013..... Tenter de démontrer que les insecticides n'ont pas d'effets sur les insectes peut conduire à d'inattendus tête-à-queue. L'Agence de sécurité sanitaire et environnementale britannique, la Food and Environmental Research Agency (FERA), vient de l'apprendre à ses dépens : elle reçoit un cuisant camouflet de la part de l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA), qui publie une sévère critique de l'une de ses études. A l'été 2012, la FERA avait mené une expérience en plein champ sur plusieurs colonies de bourdons, certaines placées à proximité d'un champ de colza non traité, d'autres mises devant un champ traité au clothianidine (Poncho), d'autres encore devant un champ traité à l'imidaclopride (Gaucho). Elle avait conclu qu'il n'existait aucune différence significative entre les trois groupes de bourdons. Des résultats rendus publics en mars, mais jamais publiés dans une revue scientifique. Le gouvernement britannique les a pourtant mis en avant pour contester la récente proposition de la Commission européenne d'interdire, pour deux ans et pour certains usages ces insecticides néonicotinoïdes, mis en cause dans le déclin des abeilles. Bruxelles a donc saisi l'EFSA pour avis. Celui-ci est tombé comme un couperet. L'agence européenne liste vingt pages de griefs : manque de détails sur les niveaux d'exposition, lacunes méthodologiques graves, incohérences et affirmations contradictoires sur les objectifs de l'étude, etc. Le point le plus cocasse est que les analyses effectuées sur les bourdons placés à proximité du champ non traité montrent qu'ils ont été, eux aussi, exposés à des néonicotinoïdes. Cette contamination du groupe témoin suffit pour invalider la conclusion de la FERA. Mais elle montre aussi, de manière assez embarrassante pour les agrochimistes, que les molécules incriminées dans le déclin des abeilles et des pollinisateurs sont désormais omniprésentes dans l'environnement où elles peuvent se disséminer et persister pendant plusieurs années.

10 juillet 2013..... Une brigade activiste de clowns s'invite au Castorama de la Défense, près de Paris, pour faire une chasse à la dernière abeille à coup de Roundup. La vingtaine d'activistes envahissent le magasin pour la deuxième fois en deux mois, pour demander que soit retiré de la vente l'insecticide probable responsable de la mort des abeilles. Mais les vendeurs frappent des militants, les menacent de mort avant de s'emparer d'aérosols anti-cafards et de viser les yeux de plusieurs personnes. Le directeur du magasin, présent sur place, ne fait rien pour empêcher ces dérapages. Les vendeurs brisent aussi une caméra. À l'arrivée de la police, des activistes demandent à porter plainte comme il l'avait déjà fait le 3 mai 2013.

27 août 2013..... Les groupes d'agrochimie Syngenta, basé en Suisse, et l'Allemand Bayer, ont tous deux saisi la Cour de justice de l'UE, ces derniers jours, à la suite de l'interdiction temporaire de l'utilisation de trois insecticides sur quatre grandes cultures (maïs, colza, tournesol et coton), prononcée le 29 avril par la Commission européenne, invoquant leur rôle dans le déclin des abeilles. Bayer et Syngenta contestent le lien entre leurs produits et la santé des abeilles.

(suite au n°38)

**EFFET DE SERRE** CH12 - LA CONFERENCE DE LA HAYE (PAYS-BAS) COP6 (suite)

- 2 mai 2001..... Un appel est lancé à l'initiative d'un groupe de chercheurs et de citoyens réuni autour de Pierre Castella (association Solagral), Benjamin Dessus (Global Chance) et Jacques Testard (association française du développement durable). Ils affirment que la lutte contre le réchauffement du climat est vitale pour les pays du Sud qui voient leur sécurité alimentaire menacée ainsi que leur développement économique et social. L'Europe doit proposer et négocier avec les pays du Sud un accord de partenariat pour le développement durable (basé par exemple sur un objectif d'émission de gaz à effet de serre équitable à long terme pour tous les habitants de la planète). Cela suppose trois conditions : 1) que l'Europe mobilise des ressources humaines et financières nécessaires ; 2) qu'elle fasse chez elle ce qu'elle est capable de faire, en économisant l'énergie et en utilisant les énergies renouvelables ; 3) que l'Europe soit résolue à faire adopter par l'OMC des mécanismes de protection contre la concurrence déloyale des pays qui ne choisissent pas de faire face aux défis climatiques. Les pays du Sud doivent être considérés comme des partenaires à part entière, c'est une question de justice et de solidarité, c'est aussi une condition indispensable à la lutte contre les conséquences désastreuses du changement climatique.
- 15 mai 2001..... La position américaine sur le climat est critiquée par l'association des nations du sud-est asiatique (ASEAN) qui exprime, réunie au Cambodge, sa profonde inquiétude face à l'opposition des Etats-Unis au protocole de Kyoto. Les ministres sont d'avis que les clauses du protocole de Kyoto ne doivent pas être renégociées et attendent un règlement à l'amiable des contentieux.
- 21 mai 2001..... Le ministre français de la recherche, Roger Gérard Schwartzberg, annonce la mise en place, d'ici à l'été, d'un conseil de la recherche sur le changement climatique et le développement durable. Cette structure interdisciplinaire aura pour mission de préparer une stratégie et un plan d'action pour la recherche sur le changement climatique, ses conséquences et les solutions à développer. Le ministre souhaite que ces travaux puissent être pris en compte dans le cadre des budgets 2002 du ministère et des organismes de recherche. M. Schwarzenberg juge par ailleurs très préoccupante la position des Etats-Unis qui ont décidé de ne pas ratifier le protocole de Kyoto.
- 11 juin 2001..... En prévision des désagréments qui l'attendent en Europe, George W Bush annonce une initiative américaine de recherche sur le réchauffement climatique. Très éloignée des souhaits européens, cette proposition suggère une collaboration avec l'Union européenne et le Japon pour étudier les causes de ces changements et aider les pays en voie de développement pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Le président des Etats-Unis reconnaît la responsabilité de son pays qui est en tête de liste des pollueurs, mais il rappelle que la Chine occupe la seconde place dans ce triste record. Les Européens attendent bien davantage des Etats-Unis qu'une promesse d'étude.
- 15 juin 2001..... Lors du sommet UE - Etats-Unis de Goteborg (Suède), les Quinze européens adoptent la première stratégie européenne du développement durable. Ils réaffirment la volonté européenne de ratifier rapidement le protocole de Kyoto pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. L'Union européenne place l'environnement désormais sur le même plan que l'économie et le social, et elle entend intégrer cette nouvelle dimension dans l'ensemble de ses actions et mesures. L'objectif est d'établir un équilibre entre une croissance économique soutenue et des objectifs de respect de l'environnement, du progrès social et combattre ainsi les tendances négatives qui se traduisent par une dégradation des conditions de vie pour les générations futures. Le changement climatique est perçu comme le défi environnemental le plus urgent par l'Union européenne dont une délégation de haut niveau va entamer prochainement une tournée mondiale pour promouvoir le protocole de Kyoto. L'UE et les Etats-Unis prennent acte de leur désaccord sur le protocole de Kyoto, mais souhaitent poursuivre le dialogue sur le réchauffement climatique.
- 19 juin 2001..... Ouverture de la première conférence de bilan du programme français de lutte contre le changement climatique (PNLCC). Les émissions de gaz à effet de serre de l'année 2000 se situent à un niveau très légèrement inférieur à celui de 1990. Avec cette presque stabilité, la France ne s'est pas écartée de ses engagements au cours de cette décennie écoulée, elle doit oeuvrer à garder le cap choisi. Mais, à y regarder de plus près, c'est en incluant les puits de carbone, c'est-à-dire l'absorption et le rejet de gaz à effet de serre par les forêts et les terres agricoles, que les chiffres ont diminué de 1 à 2%. Quant aux émissions de CO2, elles continuent à augmenter se situant au moins à 3% en 1999 par rapport à 1990. Dominique Voynet dresse un tableau globalement positif des actions menées en France, mais elle s'inquiète du futur et regrette que l'extension de l'écotaxe aux consommations d'énergie des entreprises ait été censurée par le conseil constitutionnel alors que cette mesure devait entrer en vigueur l'année prochaine. Le réseau action climat (RACF) fait une analyse moins optimiste du bilan de ce programme : "les mesures en place à ce jour ne correspondent en émissions évitées qu'à 10% du total de l'objectif de réduction ". Les principaux accusés sont les transports qui passent aujourd'hui devant l'industrie qui, elle, a fait des efforts drastiques.
- 20 juin 2001..... Michel Mousel, président de la mission interministérielle sur l'effet de serre (MIES) expose les bases d'une taxation de l'énergie afin de lutter contre le changement climatique. Rejetée par le Conseil constitutionnel, l'écotaxe sur l'énergie devrait revenir sous une autre forme dans la loi de finances 2002, malgré l'opposition des industriels. Il s'agirait en fait d'un système de fiscalité mixte touchant à la fois les ménages et les entreprises, reposant sur quatre critères : 1) modifier les comportements économiques avec un instrument fiscal sensible, global, prévisible ; 2) respecter l'équité sociale ; 3) favoriser l'efficacité économique ; 4) entrer dans la cohérence européenne puisque plusieurs pays ont déjà adopté de telles mesures. Cette taxation sera accompagnée de mesures d'amortissement. "La nouvelle taxation ne doit pas pénaliser la croissance économique ni la compétitivité des entreprises " ajoute Michel Mousel. (suite au numéro 38)



NICOLAS HULOT

CH7 – Hulot l'envoyé spécial pour la protection de la planète

6 décembre 2012..... Nicola Hulot est nommé envoyé spécial du président de la République (F Hollande) pour la protection de la planète. Une mission internationale de sensibilisation bénévole. Candidat malheureux de la primaire présidentielle chez EELV, l'animateur et militant écologiste devient donc un «sherpa vert » de F Hollande ; Selon l'Elysée, il s'agit de mettre en place une diplomatie environnementale renforcée.

9 décembre 2012..... Le journaliste Hervé Kempf dans le journal Le Monde passe une chronique «Génération hulocogie ». Pour lui, le président Hollande nous fera passer par le chas de la transition écologique. Mais ? certes, il y a un obstacle : les écologistes. On les a pourtant enrubannés de maroquins et comblés de sièges parlementaires, mais ils grincent. Pétrole au large de la Guyane ? Ils toussent. Surgénérateur Astrid ? Ils hoquent. Liaison Lyon-Turin ? Ils grognent. EPR de Flamanville ? Ils éternuent. Aéroport de Notre Dame des Landes ? Ils éruent. Et quoi qu'on fasse pour le progrès et l'environnement, ils se grattent, se tortillent et se plaignent. Hollande réfléchit et se prépare à changer d'écologistes. Ainsi l'inestimable groupe Génération Ecologie (GE) est reçu à l'Elysée le 4 décembre. Puis, pour faire bonne mesure, Hollande nomme Nicolas Hulot, envoyé spécial pour la préservation de la planète. Le dit Hulot, qui n'aime rien tant que parler à l'oreille des présidents, accepte. Certes, il garde son statut apolitique et sa totale liberté de parole. Quant à Hervé Kempf, il appellerait Daniel Cohn-Bendit et même Jean-Louis Borloo pour une écologie responsable, consensuelle, progressiste, réaliste. Pas comme les assises de l'éco-socialisme (le 1 décembre) où on a parlé écologie, travailleurs, lien social, relocalisation, émancipation. «Pff ! c'est nul. Politiciens, va ! » conclut Kempf.

14 décembre 2012..... Le journal Le Monde a un entretien avec Nicolas Hulot, nommé récemment envoyé spécial pour la protection de la planète (extraits). Q- Quel est le périmètre de la mission que vous a confié le chef de l'État ? R- Il s'agit d'assurer une permanence diplomatique sur les enjeux d'environnement et de climat, souvent abordés d'une manière cyclique ou conjoncturelle. Mon travail sera complémentaire de l'action des ambassadeurs français sur le climat et sur l'environnement. Pour ma part, j'ai une mission de diplomatie sélective ; Créer des alliances, mobiliser les sociétés civiles et servir de médiateur. Et ce, dans la perspective de la conférence sur le climat de 2015 à Paris. Je veux mettre de l'huile dans les rouages, regarder les propositions qui peuvent émerger du Sud et dont peuvent s'emparer les pays du Nord, et réciproquement. C'est une mission internationale, mais j'ai demandé à pouvoir m'intéresser à ce qui se passe dans les territoires français d'outre-mer. Il y a là-bas, un dialogue à renouer entre les acteurs de terrain, qui se battent pour protéger des espaces océaniques ou de forêt amazonienne, et les autorités locales. Q- Vous critiquez l'aéroport de Notre-Dame des Landes, jusqu'où pouvez vous contredire celui qui vous a nommé ? R- Je ne pose pas les choses comme cela, je ne vois pas pourquoi, au prétexte que j'ai accepté cette mission, je devrais changer d'avis ou me taire. Il faut réussir à dépasser cette dramaturgie, ma mission ne doit pas être conditionnée au dossier de NDDL. Il faut essayer de restituer les enjeux dans leur contexte planétaire. Tant qu'on regarde ce projet du point de vue local, les arguments des uns et des autres sont tout à fait recevables. Mais si la France veut avoir du crédit, il faut qu'elle tende vers une forme de cohérence sur les questions écologiques. Ce projet d'aéroport avait une pertinence d'un point de vue régional lorsque le baril de pétrole valait quelques dollars, que les terres agricoles n'étaient pas des terres précieuses, que le changement climatique n'était pas là. Tout ça a changé. Q- Pour vous, quel est l'intérêt d'accepter ce poste ? R- A un moment où mon action s'essouffait un peu, cette mission me donne un accès à des décideurs politiques de premier plan. Je n'attendais pas une révolution écologique spontanée sous prétexte que la gauche arrivait au pouvoir. La droite avait fait un véritable effort avec le Grenelle de l'environnement. La gauche, elle, a tendance à sous-traiter ces sujets aux écologistes et avait sans doute moins travaillé sur l'environnement. Q- Ne craignez-vous pas d'être perçu comme une caution de F Hollande en difficulté avec EELV ? R- Ce n'est pas le cas. Mon dialogue avec F Hollande est ancien. Tout cela n'a absolument rien à voir avec le contexte politique. François Hollande a convenu de ma liberté de parole qui est importante. Ce n'est pas une manière de me museler. Q- Comment allez-vous travailler avec Delphine Batho ? R- Elle est ministre de l'écologie, moi pas. Nos fonctions sont complémentaires. Ma mission est d'être une sorte de brise-glace, cela devrait lui faciliter la tâche. Q- Quels sont les moyens dont vous disposez ? R- Le moyen principal, inestimable, c'est que je peux m'appuyer sur le réseau diplomatique français.



Fin décembre 2012..... Des associations écologistes nationales (Cler, WWF, réseau action climat, réseau sortir du nucléaire, Amis de la Terre, fondation Nicolas Hulot...) se sont associés pour faire un **bilan des six premiers mois du gouvernement Ayrault** en matière de politique énergétique. Des cartons rouges sont donnés pour les violences militaires à Notre-Dame des Landes, le refus du dialogue sur les infrastructures de transport, le manque d'ambition sur la fiscalité écologique, l'absence de volonté de sortir du nucléaire, le maintien du soutien aux agrocarburants, le manque de mesures de soutien aux énergies renouvelables, le soutien au projet d'exploitation pétrolière de Total dans le parc de Virunga au Congo, l'organisation chaotique du débat sur la transition énergétique, le manque d'ambition sur le dossier climatique, le cadeau fiscal sur les carburants. Des cartons jaunes ont été attribués pour l'absence de prise en considération de la loi de décentralisation dans l'organisation du débat énergétique, le faux départ concernant la tarification progressive de l'énergie. Des cartons verts ont été donnés pour le maintien du statu quo sur l'exploration du gaz de schiste (tout en signalant un doute sur la poursuite des 60 permis en cours), pour le sauvetage de la directive européenne sur l'efficacité énergétique et pour l'ambitieux programme de rénovation énergétique des bâtiments.

FESSENHEIM\_ch5- C'est pour quand ? (suite)



mi-juillet 2014..... L'INSE publie une étude sur l'évolution de l'emploi en cas de fermeture des deux réacteurs de Fessenheim. Cela représente 1850 équivalents temps plein dont 850 salariés d'EDF. Les autres sont des emplois de sous-traitance, mais aussi de services, de commerces. Au total, en considérant les familles, 5000 personnes sont concernées. Mais l'arrêt de la centrale ne signifie pas le chômage. Certains salariés, au sein d'EDF, pourront partir en direction des énergies renouvelables. L'Alsace pourrait aussi s'engager dans l'isolation des bâtiments. Les postes les plus spécialisés devraient être déplacés sur d'autres sites nucléaires, EDF étant en manque de personnels pour de nombreuses activités de maintenance. L'étude de l'INSE montre que seuls 16% des salariés de la centrale habitent la commune, 24% dans le canton et 44% à Colmar ou Mulhouse. A l'arrivée, «Stop-Fessenheim» trouve que l'arrêt de la centrale est avant tout un choix politique, mais pas une question sociale.

4 septembre 2014..... Le procureur du tribunal de Colmar condamne les 55 militants de Greenpeace qui avaient fait une intrusion dans le site de la centrale nucléaire de Fessenheim à deux mois de prison avec sursis ne retenant que le délit de violation de

domicile et rejetant celui de dégradations commises en réunion. Greenpeace entendait par cette action dénoncer la vétusté du site et réclamer sa fermeture.

30 septembre 2014..... Le projet de rapport sur le coût anticipé de la fermeture de la centrale de Fessenheim que les députés Hervé Mariton (UMP) et Marc Gova (PS) doivent présenter en commission des finances, fait douter de la fermeture rapide de cette centrale. Fermer Fessenheim d'ici fin 2016 pourrait coûter au moins 5 milliards d'euros à l'Etat, sans même commencer son démantèlement. Selon eux, EDF serait fondée à demander une indemnisation pour avoir été privée de 24 années d'exploitation pour 4 milliards d'euros. A cela s'ajoutent le coût social de la fermeture pour 1 milliard d'euros ainsi que la perte de recettes fiscales pour les collectivités locales et les investissements nécessaires pour adapter le réseau de transport d'électricité. De telles conséquences risquent de se reproduire à chaque nouvelle fermeture de centrale. Les coûts sont élevés qui permettent d'aller dans le sens de tous ceux qui veulent prolonger la vie des centrales nucléaires.

1 octobre 2014..... La ministre de l'Ecologie, Ségolène Royal, dément le chiffre de 5 milliards d'euros avancé par le rapport des députés Mariton (UDF) et Gova (PS) pour la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. Elle déclare que rien ne la fera céder sur ce type de chantage, avec des calculs farfelus qui sont lancés dans la nature pour essayer d'influencer les décisions.

5 octobre 2014..... L'association «Agir pour l'environnement» lance une pétition pour demander la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim. François Hollande doit respecter sa promesse en fermant cette centrale avant 2016, car deux ans après ses premières déclarations, aucune action concrète n'est venue confirmer dans les faits cette volonté présidentielle. Le délégué interministériel a été changé deux fois, quatre ministres de l'Ecologie se sont déjà succédés et Ségolène Royal remet en question l'engagement du président de la République. Il est désormais à craindre que la fermeture prévue fin 2016 ne soit plus qu'une date indicative dont la mise en œuvre interviendrait après les élections présidentielles de 2017. Il est peu dire que la volonté de prolonger la durée des vieux réacteurs est avant tout dictée par des impératifs financiers. En prolongeant la survie des réacteurs, EDF peut, comptablement, augmenter artificiellement le temps d'amortissement de ses centrales et faire monter son cours en bourse. Il y a pourtant urgence car, initialement conçus pour fonctionner 30 ans, les deux réacteurs de Fessenheim atteindront les 40 ans en 2017. Ces deux réacteurs sont aussi situés sur une faille sismique et ne résisteraient pas à une attaque terroriste ou à un crash d'avion de ligne. Il faut engager le processus de fermeture des deux plus vieux réacteurs en activité en France avant 2016.

14 octobre 2014..... Ségolène Royal confirme sur RTL ce qu'elle avait laissé entendre fin septembre : «Fessenheim ne fermera pas forcément» et elle ajoute «j'ai une vision très pragmatique des choses, on regardera quelles sont les propositions d'EDF, en partenariat bien évidemment avec l'Etat». Le Vert Denis Baupin s'en étrangle : «Nous sommes convaincus que la fermeture de Fessenheim est nécessaire et qu'elle se fera. N'importe quel PDG d'EDF aura intérêt à appliquer ce qui est l'engagement du président de la République». Cette fermeture de la centrale nucléaire ne figure pas dans la loi de transition énergétique et Ségolène Royal semble bien lui avoir asséné le coup de grâce. Celle-ci affirme qu'il y a au des investissements très importants sur cette centrale et qu'on ne va pas faire comme s'ils n'existaient pas, sans parler que la fermeture va aussi impliquer des indemnités et des dédommagements.

17 octobre 2014..... La confusion règne autour de l'avenir de la centrale nucléaire de Fessenheim dans le Haut-Rhin. C'est la secrétaire nationale des Verts, Emmanuelle Cosse qui en rajoute au débat houleux sur la doyenne des centrales françaises : «Fessenheim fermera. C'est ce que François Hollande m'a dit. Je suis peut-être la seule en France à le croire mais Fessenheim fermera. C'est un engagement du président de la République». (Suite au numéro 38)

### Une lutte actuelle dans les Alpes du Nord

9 août 2020..... *Anthropologue, spécialiste des populations subarctiques, Nastassja Martin a publié «Les Ames sauvages. Face à l'Occident, la résistance d'un peuple d'Alaska » (La Découverte, 2016) et «Croire aux fauves » (Verticales, 2019), passionnant récit de sa «collision» avec un ours dans les montagnes du Kamtchatka, qui la fit connaître du grand public. Elle développe ici sa mobilisation citoyenne dans le canton de La Grave, au cœur du massif des Ecrins :*



«Dans le canton de La Grave, où je suis installée, un collectif citoyen, La Grave autrement, s'est formé afin de lutter contre la construction d'un troisième tronçon de téléphérique, dont la finalité non avouée est de ressortir des cartons le vieux projet du «Grand Oisans », prévoyant de relier les stations de l'Alpe d'Huez, des Deux-Alpes et de La Grave. Il s'agit de perforer la montagne d'un nouveau pylône et d'une gare d'arrivée «écologique » pour optimiser le Disneyland de la glisse, au moment où les glaciers autour de la Meije perdent 20 à 30 mètres chaque été. Car il n'y a pas que les autochtones du Grand Nord qui perçoivent, lorsque les forêts brûlent, que le permafrost fond et que la banquise disparaît sous leurs pieds. Nous assistons nous aussi, dans nos régions, à ses effets concrets et dévastateurs

sur nos écosystèmes. **Bien sûr, c'est compliqué de faire une ZAD sur un glacier !** Mais il existe d'autres leviers pour faire prendre conscience de l'inadéquation de ce type de projets dantesques avec l'état du monde actuel. La fragilité du glacier, sa fonte et son recul, son impermanence, sont le miroir des nôtres. S'il y a une chose à faire, c'est de s'intéresser aux relations plurielles qui peuvent être renouées au sein d'une localité telle que celle-ci, plutôt que de continuer à exploiter tant et plus les entités naturelles de nos territoires. Au sein de ce collectif, qui rassemble plus de 500 personnes, nous pensons qu'il est possible de «faire vie» dans nos montagnes sans être uniquement dépendants de l'industrie des loisirs. Chaque collectif est dépositaire d'un mode particulier de relation au monde. Des petits éleveurs aux chasseurs ou à ceux qui renouent avec l'agriculture de montagne, en passant par les acteurs du tourisme local, jusqu'aux spécialistes des écosystèmes montagnards qui travaillent au col du Lautaret, il y aurait largement de quoi faire dialoguer ce monde sur d'autres bases que celles du profit économique. Mais ce n'est pas tout: les régions de montagne frontalières françaises sont depuis plusieurs années le théâtre des migrations de personnes venues de pays en guerre, ravagés par la famine et la déprédation de leurs habitats. Nous les mettons à la porte. Est-ce faire preuve d'une écologie des relations ? Si un jour ma fille s'assoit sur le banc de son école à côté d'un gamin venu du Tchad ou du Soudan qui lui raconte son histoire, son pays, sa langue, la guerre, ses parents et sa famille, et comment c'était là-bas, quelles histoires aura-t-elle à lui raconter, elle, du monde dans lequel elle vit ?

20 août 2020..... Dégradations en série et routes taguées : Les élus de l'Oisans s'indignent alors que du mobilier urbain a été dégradé. Ils invitent les opposants au dialogue car des liaisons par câble interstations ont subies des dégradations en série. La liaison par câble entre l'Alpe d'Huez et Les Deux Alpes continue de susciter des tensions. Mercredi 19, des routes ont été taguées et du mobilier urbain dégradé. Au matin, pour les cyclistes venus faire l'ascension des 21 virages, difficile d'immortaliser leur passage par une photo devant le mobilier urbain qui jalonne la route. En effet, dans la nuit de mardi à



mercredi, tous les panneaux ont été recouverts de peinture jaune. Au vu de l'inscription laissée au sol entre les virages 21 et 20, on peut penser qu'il s'agit de l'œuvre des opposants à la liaison par câble entre l'Alpe d'Huez et Les Deux Alpes. Vraisemblablement le même groupe qui avait recouvert de tags les murs du Bourg-d'Oisans dans la nuit du 29 au 30 juillet. À plusieurs reprises, les jours suivants, ils avaient laissé sur les murs de protection de la RD1091 des inscriptions invitant à signer une pétition en ligne. Ce mercredi, la première réaction des élus était de s'indigner face aux dégradations. «On en a eu pour plus de 6000 euros de nettoyage, y compris sur des bâtiments privés totalement étrangers à ce dossier, explique Guy Verney en tant que maire du Bourg-d'Oisans. J'ai déposé deux

plaintes : une comme maire, une seconde parce que mon nom a été tagué à Allemond. » Même indignation à l'Alpe d'Huez: «Le mobilier maculé de peinture a une valeur supérieure à 100 000 euros. On a déposé plainte », explique le maire, Jean-Yves Noyrey. Ajoutant: «Je ne comprends pas que des personnes qui se disent défenseurs de l'environnement utilisent des produits qui sont loin d'être écologiques, obligeant nos agents eux aussi à utiliser des produits agressifs pour essayer d'effacer, au moins partiellement, les dégâts. Mais on sait déjà que l'on ne pourra pas tout récupérer. » Lors des premières réunions du conseil communautaire, dans la lignée de sa déclaration de candidature, Guy Verney, nouveau président de l'intercommunalité, avait affiché clairement la volonté des élus d'améliorer le projet initial pour le mettre aux services des populations et le rendre plus écologique, refusant d'opposer écologie et développement. Mercredi, Jean-Yves Noyrey, qui est aussi président de la Sata (exploitation des remontées mécaniques des stations), nous expliquait: «Dès avant les élections, on a souhaité étudier la possibilité d'aller de cœur de station à cœur de station, de travailler sur quatre saisons au lieu de deux, au service aussi des populations. Ceci permettrait de supprimer des liaisons par voie routières et aériennes, de transporter piétons, cyclistes et vététistes, avec des équipements électriques et pourquoi pas de l'énergie solaire. Ce sont des préoccupations que nous avons déjà au cours des cinq dernières années, on a supprimé sur la station 150 pylônes et 50 km de câbles. » Des élus qui souhaitent ouvrir la voie de la réflexion collective et du dialogue, en invitant les responsables du collectif à les rencontrer pour pouvoir leur présenter l'état de leur démarche et les écouter. Une invitation qui n'est pas liée à leur dernière action, mercredi, dans la mesure où, selon nos informations, le principe en avait déjà été acté il y a quelques jours.

